



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France**

Marché public de prestations intellectuelles

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Acheteur :

L'Etat,
Le Ministère chargé des transports,
La Préfecture de région Hauts-de-France, La DREAL Hauts-de-France

Représentant de l'acheteur :

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
par délégation de Monsieur le Préfet de la région Hauts-de-France,
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord
(Arrêté R32-2024-02-05-00024 du 5 février 2024)

Objet du marché :

Étude pour l'identification de sites d'implantation
de terminaux multimodaux dans les Hauts-de-France

Sommaire

| | | |
|-----------|---|----|
| Article 1 | Objet et normes – Dispositions générales..... | 4 |
| 1.1 | Objet du marché et normes..... | 4 |
| 1.2 | Représentation de l'acheteur et forme des notifications..... | 5 |
| 1.3 | Point de départ du délai d'exécution..... | 7 |
| 1.4 | Passation des commandes..... | 7 |
| 1.5 | Décomposition en tranches, lots et en parties techniques..... | 8 |
| 1.6 | Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel..... | 8 |
| 1.7 | Dispositions générales..... | 9 |
| 1.8 | Ordres de service..... | 12 |
| Article 2 | Pièces constitutives du marché..... | 13 |
| Article 3 | Prix, variation dans les prix, règlement des comptes..... | 13 |
| 3.1 | Tranche.s optionnelle.s..... | 13 |
| 3.2 | Contenu des prix, Règlement des comptes..... | 13 |
| 3.3 | Variation dans les prix..... | 15 |
| 3.4 | Paiement direct des sous-traitants..... | 16 |
| Article 4 | Durée du marché, délai d'exécution, pénalités, primes et retenues..... | 17 |
| 4.1 | Durée du marché et délai d'exécution..... | 17 |
| 4.2 | Pénalités pour retard d'exécution..... | 17 |
| 4.3 | Pénalités et retenues autres que retard d'exécution..... | 18 |
| 4.4 | Cumul des pénalités ou retenues..... | 18 |
| 4.5 | Primes pour réalisation anticipée des prestations..... | 19 |
| Article 5 | Clause de financement et de sureté..... | 19 |
| 5.1 | Retenue de garantie..... | 19 |
| 5.2 | Avances..... | 19 |
| Article 6 | Propriété intellectuelle..... | 20 |
| Article 7 | Exécution du marché..... | 20 |
| 7.1 | Conditions d'exécution..... | 20 |
| 7.1.1 | Modalités particulières de réalisation des prestations..... | 20 |
| 7.1.2 | Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire..... | 20 |
| 7.1.3 | Mise à disposition de matériels par l'acheteur..... | 21 |
| 7.2 | Prescriptions particulière d'hygiène et de sécurité..... | 21 |
| Article 8 | Admissions et garanties..... | 21 |
| 8.1 | Admission..... | 21 |
| 8.1.1 | Remise des documents..... | 21 |
| 8.1.2 | Délais d'admission des prestations..... | 22 |
| 8.1.3 | Réfaction..... | 22 |
| 8.1.4 | Ajournement..... | 22 |
| 8.1.4 | Rejet..... | 23 |
| 8.2 | Garantie des prestations..... | 23 |

| | |
|--|----|
| Article 9 Arrêt des prestations - résiliation..... | 23 |
| 9.1 Arrêt de l'exécution des prestations..... | 23 |
| 9.2 Résiliation..... | 23 |
| Article 10 Clauses techniques..... | 24 |
| Article 11 Clause complémentaire..... | 24 |
| 11.1 Lutte contre les discriminations..... | 24 |
| 11.2 Clause sociale d'insertion..... | 24 |
| 11.2.1 Accompagnement proposé par le maître d'ouvrage..... | 25 |
| 11.2.2 Suivi et contrôle de la bonne exécution de la clause sociale..... | 26 |
| 11.3 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales..... | 27 |
| Article 12 Dérogations aux documents généraux..... | 27 |

Article 1 Objet et normes – Dispositions générales

1.1 Objet du marché et normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent une mission de services ayant pour objet une mission d'études techniques à l'échelle des Hauts-de-France qui décline le schéma directeur du transport combiné publié le 24 octobre 2024 en déclinaison de la stratégie nationale pour le développement du fret ferroviaire (mesure 46).

Elle consiste à rechercher des sites potentiels d'implantation de terminaux multimodaux dans la région au regard des sites fluviaux et ferroviaires existants, des trafics actuels et potentiels, des projets de développement et des besoins aux horizons 2032, 2042, 2050, et, en particulier :

- Analyser l'offre existante : revue des plateformes multimodales et des terminaux de transport combiné fluviaux et ferroviaires, actualisation des entrants, trafic annuel, mesure des capacités résiduelles, potentiels de marchés, de développement et de report modal par segment et analyse des projections de trafics ;
- Conduire des entretiens pour entendre et traduire les besoins des acteurs, chargeurs et opérateurs de transport et de logistique pour encourager le report modal ;
- Identifier les projets de modernisation, d'extension ;
- Tenir compte du développement de futures plateformes multimodales inscrites dans le projet de canal Seine-Nord Europe ;
- Identifier en fonction des projections de trafics et des besoins, de nouveaux terminaux de transport combiné sur des plateformes existantes, sur des sites déjà étudiés ou sur de nouveaux sites potentiellement pertinents ;
- Définir un programme de développement et d'investissement, phasé et, hiérarchisé des sites retenus à termes.

1.1.1 Attendus de l'étude

Les livrables attendus dans le cadre de cette étude sont les suivants :

- Synthèse écrite des documents et données entrants, au début de l'étude ;
- Proposition de grilles d'entretiens, comptes-rendus et synthèse des échanges avec les acteurs ;

- Mise à jour des fiches (*proposées par la Fédération Norlink*) du guide régional des ports, plateformes et hubs en Hauts-de-France : type d'infrastructure, accessibilité, opérateurs et prestataires, plan de transport, caractéristiques, équipements, évolution du trafic ;
- Réalisation de fiches pour les futures plateformes multimodales de Marquion-Cambrai, Péronne, Nesle, Noyon avec l'arrivée du canal Seine-Nord Europe d'ici 2032 et des projets de raccordement au réseau ferré national (*en lien avec la Région Hauts-de-France et SNCF Réseau*) ;
- Actualisation des fiches compte tenu des potentialités foncières sur chaque site, des enjeux et contraintes réglementaires, des modernisations, limites et chiffrages aux projets de développement ;
- Cartographie d'ensemble des plateformes multimodales en Hauts-de-France (et à proximité : Ile-de-France, Grand-Est, Normandie, Belgique, Royaume-Uni) ;
- Rapport intermédiaire, fonction des projections de trafics (scenarii), des potentiels et des limites de croissance (capacité actuelle et résiduelle) des sites pour le développement du transport combiné ;
- Recherche, analyse multicritère et construction de fiches sur des sites déjà étudiés ou de nouveaux sites potentiels pouvant accueillir un terminal fluvial et/ou ferroviaire de transport combiné en lien avec les caractéristiques fonctionnelles du chantier idéal de transport combiné (*proposées par le GNTC*) ;
- Proposition de scénarii de développement au fret ferroviaire et fluvial compte tenu des enjeux temporels, géographiques et thématiques ;
- Présentation des premières conclusions de l'étude lors de la prochaine assemblée générale du comité du conseil interportuaire et logistique de l'Axe Nord ;
- Rapport final, synthèse écrite et cartographique à partir des analyses multicritères des sites, des horizons temporels et des besoins projetées des sites potentiels pour l'implantation de terminaux de transport combiné ;

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur tels un schéma directeur régional de modernisation et de développement des sites de transports combinés avec un phasage et un programme d'actions pour appeler sa mise en œuvre.

Ils devront permettre notamment d'activer d'éventuelles mesures d'urgence au maintien et au développement des sites actuels, de lancer des études approfondies et/ou travaux d'investissements dans le volet mobilité du contrat de plan Etat-Région, et d'inscrire dans les volets fonciers et logistiques des documents stratégiques et de planifications : SRADDET, SCoT notamment dans la suppression, le maintien et la création de nouveaux terminaux.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Hauts-de-France.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1.2 Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1.2.1 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

1. Le chef de service , son adjoint ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- A. Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- B. Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- C. Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG).

2. La cheffe de pôle, son adjoint ou le chef de projet pour assumer les fonctions suivantes :

- A. Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- B. Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- C. Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions et communication de l'acheteur faisant courir un délai (ordre de service de lancement de phase).
- D. Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- E. Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- F. Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG).

1.2.2 Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1.3 Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

1.4 Passation des commandes

Sans objet.

1.5 Décomposition en tranches, lots et en parties techniques

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Le marché comporte une période de préparation opérationnelle (1 mois) et deux phases : l'une exploratoire, l'autre d'analyse, de prospective et de préféabilité. Ces deux phases s'alimenteront et pourront être conduites de façon concomitante.

1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1.6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1.6.3 Règlement général sur la protection des données (RGPD)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1.7 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.7.1 Mesures d'ordres social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du

Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

A. Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B. Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1.7.3 Assurances

Les dispositions de l'article 9 du CCAG s'appliquent.

1.7.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1.7.5 Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.7.6 Clauses sociales et environnementales

Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Le titulaire veillera à échanger avec la maîtrise d'ouvrage, de préférence par visio/audioconférence. Il limitera ses déplacements en fonction des besoins, de l'avancement et des rendus et privilégiera des solutions de déplacements les moins émissifs de GES. Il produira un ensemble de rendus à transmettre par plateforme dématérialisée.

1.8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

Article 2 Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)
- La note méthodologique du titulaire ;
- Le bordereau du prix global forfaitaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éventuels avenants et leurs annexes.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG, seule une copie de l'acte d'engagement et ses annexes seront remis au titulaire via le profil acheteur à la notification du marché.

Article 3 Prix, variation dans les prix, règlement des comptes

3.1 Tranche.s optionnelle.s

Sans objet.

3.2 Contenu des prix, Règlement des comptes

3.2.1 Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3.2.2 Prix global forfaitaire

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3.2.3 Modalités de règlement

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

La périodicité des règlements sera trimestrielle. Elle pourra être mensuelle si le titulaire en fait la demande. Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire.

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3.2.4 Modalités de transmission et paiement

Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée. Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de SIRET de l'Etat : 11000201100044 ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ; CGFB 200 059

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » :

Modalités de transmission des pièces de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3.3.1 Révision des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4.

3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est : ING : Ingénierie

Les index ou indices sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

3.3.4 Modalité de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_{0-3}$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois.

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3.3.5 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions de l'article 283-1 du Code général des impôts justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3.4 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

Article 4 Durée du marché, délai d'exécution, pénalités, primes et retenues

4.1 Durée du marché et délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4.2 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard ne nécessitent pas la mise en œuvre d'une procédure contradictoire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités journalières des périodes/phases sont fixées ci-après :

- Période de préparation opérationnelle : 250€ de pénalité journalière ;
- Phase exploratoire : 250€ de pénalité journalière ;
- Phase d'analyse, de prospective et de préféabilité : 250€ de pénalité journalière.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées. Le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

En cas de retard d'exécution dans les restitutions : diaporamas, comptes-rendus, schémas, cartographies, rendus intermédiaires, focus, rendus finaux), le titulaire encourt 250€ de pénalité journalière.

4.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4.3.1 Pénalités relatives aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4.3.2 Pénalités relatives à la disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4.3.3 Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au volume d'heures minimum d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué la pénalité suivante :

= (nombre d'heures d'insertion non réalisées) X (valeur du SMIC horaire brut) X 3

La valeur du SMIC retenue est celle en vigueur à la date d'application de la pénalité. De plus, en cas de manquement grave à l'engagement d'insertion, la résiliation du marché conformément au CCAG-PI peut être appliquée.

4.3.4 Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

Les dispositions de l'article 14.2 du CCAG s'appliquent.

4.3.5 Pénalités pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4.3.6 Autres pénalités diverses

Le titulaire encourt par ailleurs 500€ de pénalités forfaitaires en cas d'absence par réunion d'avancement et 2000€ par réunion de comités.

4.4 Cumul des pénalités ou retenues

Toutes les pénalités et retenues mentionnées au présent article sont cumulables.

Pour toute obligation du cahier des charges non remplie et non sanctionnée par des pénalités dédiées, après constat par le service ordonnateur ou le service bénéficiaire, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 150 €.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire.

4.5 Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

Article 5 Clause de financement et de sureté

5.1 Retenue de garantie

Sans objet.

5.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 30%.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

Article 6 Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

Article 7 Exécution du marché

7.1 Conditions d'exécution

7.1.1 Modalités particulières de réalisation des prestations

Sans objet.

7.1.2 Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7.1.3 Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7.2 Prescriptions particulière d'hygiène et de sécurité

Aucune stipulation particulière.

Article 8 Admissions et garanties

8.1 Admission

Aucune stipulation particulière.

8.1.1 Remise des documents

L'ensemble des productions sera transmis, soumis et apprécié par la maîtrise d'ouvrage. Ces livrables

devront être reçus en format ouvert (open source) à savoir : .odt (texte), .ods (calcul), .odp (présentation) compatible avec la suite Office (.doc, .xls, .ppt), en format .png, .svg (image), en format .pdf (échange sécurisé de document) compatible avec les formats .shp (couches SIG) et .dxf (fichier CAO, DAO).

Les rapports intermédiaires et final seront transmis numériquement et pourront faire l'objet d'une reproduction en format papier (en cas de nécessité).

Les livrables sont présentés par le référent chef de projet du prestataire titulaire du marché dans l'ensemble des organes de pilotage et de suivi de l'étude. Ces productions peuvent être améliorées le cas échéant à la demande de la maîtrise d'ouvrage.

Elle notifiera au prestataire le passage des étapes de l'étude, validera les productions et s'assurera de la bonne conduite de cette dernière.

8.1.2 Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8.1.3 Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8.1.4 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.1.4 Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8.2 Garantie des prestations

Les dispositions de l'article 30 du CCAG s'appliquent.

Article 9 Arrêt des prestations - résiliation

9.1 Arrêt de l'exécution des prestations

Sans objet.

9.2 Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché,

l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Article 10 Clauses techniques

Sans objet.

Article 11 Clause complémentaire

L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 20.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par l'acheteur ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11.1 Lutte contre les discriminations

Le titulaire et ses co-traitants veillent à l'égalité de traitement des hommes et des femmes dans le travail, ce qui implique le respect par lui de plusieurs principes :

- L'interdiction des discriminations en matière d'embauche (art L. 1132-1 du code du travail) ;
- L'absence de différenciation en matière de rémunération et de déroulement de carrière (art L.1132-1 du code du travail) ;
- Les obligations vis-à-vis des représentants du personnel (art L. 2323-57 et 2323-47 du code du travail) ;
- L'information des salariés et des candidats à l'embauche et mise en place de mesures de prévention du harcèlement sexuel dans l'entreprise (art L. 1153-1 à -6 du code du travail).

11.2 Clause sociale d'insertion

Les conditions d'exécution du marché comportent une clause sociale d'insertion dont l'objectif est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées ou qui rencontrent des difficultés particulières d'insertion professionnelle.

Il s'agit de réserver à ces publics une part des heures de travail qui sont générées par la réalisation du marché en application des articles L2111-1 et R2111-4 à R2111-11 du Code de la Commande Publique.

La région Hauts-de-France subit un taux de chômage des jeunes de plus de 30 %. La Région a donc décidé de prioriser, dans le cadre des clauses d'insertion de ses marchés, les jeunes faiblement qualifiés afin de les intégrer dans un parcours de formation et d'insertion professionnelle.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, dans le cadre de l'exécution du marché la clause sociale d'insertion dans les conditions définies ci-après :

11.2.1 Accompagnement proposé par le maître d'ouvrage

Afin de faciliter et d'optimiser la mise en œuvre des clauses sociales, un référent du maître d'ouvrage accompagne l'entreprise pour la mise en œuvre des clauses d'insertion pendant toute la durée de l'opération. Il est également chargé du suivi et du contrôle de l'exécution de la clause.

Volume minimum d'heures

Le volume minimum d'heures d'insertion est déterminé après attribution du marché en appliquant la formule suivante :

Montant HT du marché notifié x Taux d'Effort x Taux de Main d'œuvre estimé

Coût Horaire Chargé

Dans laquelle on entend par « Montant HT du marché » : le montant résultant de l'article 5 de l'Acte d'Engagement. Et dans laquelle on définit :

- un Taux d'effort d'Insertion à 7 % ;
- un Taux de main d'œuvre à 80% ;
- un coût Horaire chargé à 70 €.

Publics éligibles

Le public prioritaire est le public des jeunes faiblement qualifiés.

Pour la réalisation de la clause d'insertion, l'entreprise titulaire devra impérativement faire appel à des personnes relevant des catégories suivantes :

- Les jeunes de moins de 26 ans de niveau infra V (inférieur au CAP/BEP) en difficulté d'insertion professionnelle ;

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits au Pôle Emploi depuis plus d'un an en continu ou depuis plus de deux ans en chômage récurrent) ;
- Les bénéficiaires du R.S.A. et leurs ayants droit ;
- Les bénéficiaires des minima sociaux ;
- Les travailleurs handicapés reconnus par la CDAPH ;
- Les personnes sous-main de justice ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans.

Ces personnes doivent être recrutées à l'occasion du marché et contribuer à sa réalisation pour que les heures puissent être comptabilisées au titre de l'insertion. Le profil et l'éligibilité des personnes concernées doivent être validés par le référent Région préalablement à la mise à l'emploi.

Modalités de mise en œuvre

L'entreprise titulaire est libre de réaliser l'action d'insertion selon les 3 modalités suivantes :

- 1ère possibilité : le recours à la mise à disposition de personnel d'un GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), d'une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), d'une ETT (Entreprise de Travail Temporaire) ou d'une AI (Association Intermédiaire) ;
- 2ème possibilité : l'embauche directe quelle que soit la forme du contrat (CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation) ;
- 3ème possibilité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance (réponse sous la forme d'un groupement) avec une EI (Entreprise d'Insertion), une EA (Entreprise Adaptée), un ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) ou un ACI (Atelier Chantier d'Insertion).

D'autres possibilités peuvent être examinées en tant que de besoin par l'entreprise et le référent Région qui pourra valider une autre solution selon l'effort d'insertion consenti. Le titulaire peut choisir l'une et/ou l'autre de ces alternatives et modifier ou moduler ce choix en cours d'exécution du marché ; il est alors tenu d'en informer le référent Région.

Globalisation des heures

Afin de favoriser la construction de parcours d'insertion qualifiant et le retour à l'emploi durable, l'entreprise titulaire de plusieurs marchés de la Région comportant une clause sociale peut solliciter la globalisation des heures d'insertion. Cette demande doit être soumise au référent Région préalablement à l'embauche et à la prise de poste du bénéficiaire.

11.2.2 Suivi et contrôle de la bonne exécution de la clause sociale

La maîtrise d'ouvrage procède au contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale.

Justificatifs à produire

Lors du recrutement, l'entreprise fournit au référent Région la copie du contrat de travail, du contrat d'apprentissage ou de la convention de mise à disposition. L'entreprise titulaire complète le tableau de suivi de la réalisation de la clause sociale (transmis lors de la notification du marché).

Elle le transmet par mail, en tant que de besoin et au minimum tous les trimestres au référent Région accompagné des pièces justificatives (relevés mensuels des heures réalisées, fiches de paie, contrats de mise à disposition).

La production de ces pièces justificatives conditionne le versement des paiements (acomptes ou solde).

Bilan d'insertion

A la fin du marché, le référent Région établit un bilan quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion sur la base du tableau de suivi. A cette fin, et s'il le juge nécessaire, il peut auditionner l'entreprise titulaire.

Difficultés d'exécution

L'entreprise titulaire doit informer le référent Région, au plus vite, par écrit (courrier ou mail), des difficultés qu'elle rencontre dans la mise en œuvre de la clause sociale (chômage partiel, licenciement économique...).

Le pouvoir adjudicateur recherche avec l'entreprise les solutions envisageables.

11.3 Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par la direction de l'alternance et de l'apprentissage de la Région Hauts-de-France, partenaire technique et financier de l'étude :

- Site de Lille : 151 avenue du président Hoover 59655 Lille Cedex ;
- Site d'Amiens : 15 mail Albert 1^{er} 80000 Amiens Cedex.

Article 12 Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

| Dérogations | | |
|-------------|--------------------|--------------------------|
| CCAP 2 | déroge à l'article | 4.2 du CCAG |
| CCAP 4.2 | déroge à l'article | 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG |

| Dérogations | | |
|-------------|--------------------|----------------------------|
| CCAP 2 | déroge à l'article | 4.2 du CCAG |
| CCAP 5.2 | déroge à l'article | 11.1 du CCAG |
| CCAP 8.1.3 | déroge à l'article | 29.3 du CCAG |
| CCAP 8.1.4 | déroge à l'article | 29.2.1 du CCAG 3ème alinéa |
| CCAP 9.2 | déroge à l'article | 39.2 du CCAG |